

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME DES MISSIONS SAINT PIERRE EXTENSION

4, RUE DU PRESIDENT KENNEDY

94220 CHARENTON LE PONT



DEKRA Conseil HSE
34-36 rue Alphonse Pluchet
BP 200
92225 BAGNEUX CEDEX

Tél. 01 55 48 22 21

Fax 01 55 48 22 90

Affaire n° : 50389119

Coordonnateurs SPS

Conception JOAQUIM LOPES

Réalisation JOAQUIM LOPES

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
07/05/2011	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable	6
Présentation du projet	6
Localisation du projet	6
Caractéristiques particulières du projet	7
Contraintes du site.....	7
• Obligation fondamentale propre au site.....	8
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	8
• Effectifs prévisibles, catégorie de l'opération.....	8
Lots concernés par des travaux à risques particuliers.	9
• Risques spécifiques	10
Intervenants concernés par l'opération	11
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	11
Organismes institutionnels de la prévention	11
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	11
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	12
Description de l'environnement et des servitudes	12
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	12
• Par rapport aux piétons.....	12
• Par rapport aux interdictions de survol	13
• Par rapport aux riverains.....	13
• Par rapport aux transports terrestre, maritimes ou aériens	13
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	13
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau, ...)	14
• Par rapport à la nature du sol, les éventuelles cavités, etc.	14
• Par rapport aux interdictions de survol.....	14
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers	14
• Amiante.....	14
• Plomb.....	14
• Transformateurs	15
• Eléments radioactifs	15
• Installations aéro-réfrigérées	15
• Matériaux contaminés	15
Accès au chantier	16
• Pour le personnel.....	16
• Points particuliers.....	16
• Fléchage - Signalétique d'accès	16
• Affichage.....	16
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	16



• Véhicules et personnels salariés :	17
• CONDUITE DES TRAVAUX :	18
• Formation du personnel et Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.) :	18
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux et moyens d'appel	19
Installations de chantier	20
• Plan d'installation de chantier	20
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	20
• Clôtures	20
• Stockage de produits dangereux	20
• Affectation des installations de chantier :	22
• Dimensionnement du cantonnement :	22
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel :	23
• Secours :	23
• Nettoyage et entretien du cantonnement :	23
Autorisations administratives et démarches diverses	24
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	25
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	25
• Généralités :	25
• Circulations des piétons :	25
• Circulations horizontales et verticales :	25
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	26
• Généralités :	26
• Grues mobiles :	26
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	26
• Vérification des appareils et des accessoires de levage :	26
• Autorisation de conduite :	27
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement :	28
• Limitation du recours aux manutentions manuelles :	28
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	28
• Approvisionnements :	28
• Magasins :	28
• Travaux de désamiantage :	29
• Plomb :	30
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	31
• Evacuation des déchets et gravats de chantier :	31
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	31
• Matières et substances dangereuses :	31
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier :	32
Protections collectives	32
Accès et Travail en hauteur	35
• Treuils, consoles et autres moyens de levage rapportés :	36
• Postes individuels de travail en hauteur / Accès :	37
Risques climatiques	37
Installation électrique de chantier	38
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	40



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	41
Respect des contraintes du site	41
• Horaires de chantier imposés	41
• Horaires et contraintes de livraisons	41
Site en exploitation.....	42
• Risque incendie.....	42
• Evacuation des personnes en cas d'incendie.....	42
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	42
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.....	43
Nettoyage du chantier	43
• Règles générales de nettoyage du chantier :.....	43
Démarche environnementale, tri des déchets.....	43
• Objectifs :	43
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	44
Organisation des secours	44
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	44
Infirmierie.....	44
Dispositions en cas de travail isolé	45
Risque incendie	45
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....	46
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	46
Visite d'inspection commune.....	46
Etablissement d'un PPSPS.....	47
Diffusion des PPSPS.....	47
Observations du coordonnateur SPS.....	48
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	48
Mise à jour du PGC	48
Sous-traitant	49
Travailleurs Indépendants.....	49
Travail dissimulé	49
Prêt de main d'œuvre	50
Recensement des accidents du travail.....	50
Annexe(s).....	51
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.....	51
• -	51
• -	51
• -	51
• -	51



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Le programme de l'opération consiste principalement à un réaménagement et agrandissement du Lycée Notre Dame des Mission pour le compte de l'OGEC Notre Dame des Mission St Pierre.
Construction d'un bâtiment de type R+2 sur un niveau de sous sol accueillant un auditorium.

L'établissement est classé en 2ème catégorie de type R.

L'opération est soumise à la nouvelle réglementation acoustique se rapportant aux établissements d'enseignements.

L'opération est soumise à la réglementation Thermique 2005

La construction et les divers aménagements seront réalisés en conformité avec les dispositions réglementaires correspondantes à ces classements, ainsi qu'aux réglementations de la Ville de Charenton le Pont.

Le chantier sera organisé de telle sorte qu'il réponde aux conditions définies par le CCAP et CCTP.

- 1 - Informer les usagers, écoliers et prendre en compte leurs réclamations éventuelles
- 2 - Assurer la sécurité des usagers, écoliers en regard de l'exécution des travaux
- 3 - Maintenir la disponibilité des accès (Cheminement, halls, escaliers et abords)
- 4 - Maintenir les installations techniques et réseaux en service (les coupures inévitables seront Limitées et affichées à l'avance)
- 5 - Éviter les nuisances du chantier dans la mesure du possible et en particulier :
 - Assurer les nettoyages et évacuations de gravois au fur et à mesure des travaux
 - Réaliser les travaux bruyants à des heures normales autorisées et les annoncer à l'avance.

LOCALISATION DU PROJET

L'opération se situe au Groupe scolaire Notre Dame des Mission Saint Pierre 4 Rue du Président Kennedy
94220 Charenton le Pont.

DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE L'ENVIRONNEMENT :

Les travaux en question se situent sur la Commune de Charenton le Pont dans le Val de marne.

Nota : Pendant la durée des travaux, l'activité du Groupe scolaire sera maintenue. Cette contrainte devra être prise en considération.

Nota :

Toutes les entreprises concernées devront impérativement se rendre sur le site du projet avant de constituer et de remettre leurs offres de prix au M.O. ceci afin d'appréhender in situ toutes les contraintes locales et environnementales qui pourraient se présenter ou avoir des incidences directes ou indirectes pendant les travaux, en matière d'accès, d'organisation de chantier et de sécurité.

Elles devront réellement prendre en considération dans leurs PPSPS et leurs analyses des risques respectives, toutes ces contraintes en question au niveau du montage des diverses méthodologies d'interventions.



CARACTERISTIQUES PARTICULIERES DU PROJET

Les travaux se dérouleront dans un Lycée.

Etant donné le caractère du bâtiment, une attention toute particulière sera portée sur les protections à mettre en place afin de séparer les flux entre les occupants des lieux (écoliers) et les intervenants sur le chantier et ce quelque soit les travaux.

CONTRAINTES DU SITE

L'opération se situe au 4 Rue du Président Kennedy 94220 Charenton le Pont.

Une attention toute particulière sera portée sur les protections à mettre en place du fait de la présence d'écoliers et les intervenants sur le chantier

Chaque entreprise devra prendre toutes disposition afin de réduire les gênes imposées, notamment celles que pourraient engendrer les difficultés d'accès, le bruit, la fumée, les poussières etc....

Le Maître d'Ouvrage devra tenir à la disposition des intervenants et des Organismes Officiels de Prévention le dossier amiante avant travaux relatif à cette opération.

Les entreprises intervenantes doivent être vigilantes quant à la présence de matériaux suspects et doivent, dans ce cas prévenir le Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre et le CSPS afin que des mesures complémentaires soient mises en place avant toute intervention.

Concernant la présence de plomb dans les matériaux, notamment dans les peintures sur les boiseries et les murs. Les entreprises sont appelées à être vigilantes, à travailler dans un milieu aéré et suivre les recommandations préconisées par la notice de l'INRS.

Les accès pompier ne doivent en aucun cas être encombrés par les installations, même provisoires, nécessaires au chantier.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

L'accès au site comprend certains certaines précautions à prendre en considération parmi les quels :

L'accès aux personnels.

Eviter de créer des bouchons devant l'entrée du site.

L'accès se fera par l'entrée (à définir avec le Maître d'Ouvrage).

Chaque entreprise devra fournir une liste de son personnel avec port du Badge obligatoire sur site.

L'entreprise doit se plier aux divers règlements et consignes établies dans le CCAP et CCTP, en ce qui concerne la sécurité du personnel.

Toute personne n'étant pas reconnue par la maîtrise d'ouvrage non déclarée au préalable comme travaillant sur le chantier ne pourra pas y accéder.

Contrôle d'accès :

- Liste des entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage et mise à jour chaque fois que nécessaire,
- Liste des salariés autorisés,
- Moyen d'identification,
- Horaire d'ouverture de chantier,
- Badge d'Accès,
- Clôture + Portail(s) + Portillon(s) + Infranchissable,
- Gardiennage,
- registre des entrées et sorties,
- Définir les conditions d'accès des visiteurs.



Nota :

Les entrepreneurs et leur personnel sont tenus de respecter les consignes générales de sécurité applicables sur site.

Pour cela, ils doivent avoir pris connaissance des documents sécurité et prévention du site. Le chantier devra gêner le moins possible les activités avoisinantes.

Toutes les mesures nécessaires seront prises en ce sens par les entrepreneurs. Les bruits du chantier devront être limités au maximum.

Notamment, ils devront prendre toutes les précautions et les dispositions pour éviter tout risque d'accident ou gêne, aux occupants des locaux avoisinants, et pour assurer la protection des biens et des installations mobiliers et immobiliers des locaux en services, par tout moyen approprié et pendant toute la durée des travaux.

Il est formellement interdit au personnel des entreprises extérieures de pénétrer dans des locaux autres que ceux définis à l'ouverture de chantier.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de stopper le chantier en cas de manquement aux consignes de sécurité.

Obligation fondamentale propre au site.

En aucun cas il ne doit y avoir de communication (locaux ; cheminements, accès du personnel,...) entre la zone chantier et la zone écoliers, il est strictement interdit à tout personnel du chantier de circuler dans les zones privées en dehors des accès au site, durant des plages horaires déterminés, tout contrevenant risque l'exclusion immédiate.

Les zones en travaux, y compris les accès pour le personnel et les approvisionnements du chantier devront être séparés et isolés du groupe scolaire.

Le chantier doit être clos et indépendant.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux sont prévus pour début Août 2011

Dans un délai global de 17 mois avec une période de préparation de 2 mois compris dans ce délai.

PLANNING APPEL D'OFFRES :

Travaux de cet été :

Désamiantage - Démolition - Injections Juillet août

Appel d'offres : Dès à présent

ED consulte entreprises de Désamiantage : le 04 mai

Remise d'offre : le 20 mai

Choix entreprise Désamiantage : semaine du 23 mai

Dépôt du dossier de retrait amiante le : 1er juin pour démarrage le 1er juillet

Démolition : du 1er au 30 août

Dossier d'Appel d'offres pour la démolition à terminer pour diffusion le 16 mai.

Remise des offres : le 15 juin

Ordre de Service : début juillet

Démarrage : début août

Effectifs prévisibles, catégorie de l'opération

Le volume Hommes Jours total sur la durée du chantier est inférieur à 10 000 hommes / jours et supérieur à 500 hommes / jours.

Au regard du volume Hommes Jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R.238-8 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Permis de construire a été obtenu le 11 avril 2011, l'affichage a été effectué et constaté par huissier le 15 avril.

Le recours des Tiers est jusqu'au 15 juin.

Le permis sera donc purgé en pratique le 1er juillet.

- Les travaux ne pourront pas commencer avant le 1er juillet 2011.



Lots concernés par des travaux à risques particuliers.

Lot(s) concerné(s) par des travaux à RP	Réf.	Travaux comportant des risques particuliers conformément à l'arrêté du 25 février 2003	Lot(s) intervenant en co-activité avec un lot avec RP
Titulaire et tous les Lots		Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : <ul style="list-style-type: none"> - Risque lié aux travaux de désamiantage. - Risque lié à des anomalies de l'état d'installation intérieure de gaz avec réparation dans les meilleurs délais - Risque lié aux revêtement plomb (certains éléments contenant du plomb sont dégradés ; le risque est classé en niveau 3 avec obligation d'effectuer des travaux - Risque lié aux opérations de levage lourd ou volumineux. - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres (1), au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ; - Risque lié à des injections des carrières et de fondation profondes par pieux. 	Toutes les entreprises
		Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
		Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : <ul style="list-style-type: none"> - à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement. 	
		Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 4624-19, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 4411-44 et R. 4426-7 Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 (2). Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées : consignations réseaux, repérage préalable.. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 (3) du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
		Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t x m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

(1) l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4253-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives. Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

(2) le décret du 7 février 1996 a été abrogé, par le décret du 30 juin 2006.

(3) le décret du 8 janvier 1965 a été abrogé, l'article 170 a été re-codifié à l'article R. 4534-103 du code du travail.

Risques spécifiques

- Risque lié aux travaux.
 - Risque lié à la présence d'amiante et de plomb.
 - Risque lié aux travaux de démolition lourde.
 - Risque lié aux travaux de hauteur.
 - Risque lié à des injections des carrières et de fondation par pieux.
-
- Risque lié à la présence d'amiante friable ou de matériaux contenant de l'amiante (concerne tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997) :
 - Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont à joindre au PGC.
 - Risque lié aux travaux de désamiantage voir : la mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux ultérieurs.
 - Repérage effectué par Dekra réf 50397550/5 fait apparaître la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante.
-
- Risque lié aux revêtement plomb voir: Le constat de risque d'exposition au plomb établi par BATI – Plans réf dossier 108020479 HA en date du 7/02/2008 (La validité du présent rapport est fixée par décret à un an à dater de ce jour).
 - D'autre part, certains éléments contenant du plomb sont dégradés ; le risque est classé en niveau 3 avec obligation d'effectuer des travaux. Au regard des investigations, il a été détecté la présence des revêtements à base de plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire avec des dégradations.
 - Un rapport de diagnostic plomb avant la réalisation de travaux devra être réalisé en complément du diagnostic ci-joint.
-
- Rapport de reconnaissance des sols effectué par ROC SOL réf 10.2382.5498b en date du 10/11/2010 fait apparaître des anomalies sur S4, S5 à prendre en considération.



INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

OGEC NOTRE DAME DES MISSIONS ST PIERRE 4 RUE DU PRESIDENT KENNEDY 94220 CHARENTON LE PONT	MME BARRES	01 43 68 05 28 01 48 93 57 39 annette.barres@wanadoo.fr
--	------------	---

Maître d'oeuvre

ED ARCHITECTES 11 rue Jouvenet 75016 PARIS	M. PESKINE	01 44 14 95 07 01 44 14 95 15 peskine@edarchitectes.net
--	------------	---

Maîtrise d'oeuvre

ED ARCHITECTES 11 rue Jouvenet 75016 PARIS	M. PIRON	01 44 14 95 00 01 44 14 95 15 piron@edarchitectes.net
--	----------	---

Bureau de contrôle

BTP CONSULTANTS Agence Paris Est Central II 460 La Courtine 93194 NOISY LE GRAND CEDEX	Mr Eric FIMBEL	01 55 85 17 60 01 55 85 17 78 eric.fimbel@btp-consultants.fr
--	----------------	--

Coordonnateur SPS

DEKRA Conseil HSE UNITE DE BAGNEUX 34-36 rue Alphonse Pluchet BP 200 92225 BAGNEUX CEDEX	Titulaire : C : JOAQUIM LOPES R : JOAQUIM LOPES Suppléant : C : JEAN LUC SONREL R : JEAN LUC SONREL	01 55 48 22 21 01 55 48 22 90 joaquim.lobes@dekra.com
--	--	---

ORGANISMES INSTITUTIONNELS DE LA PREVENTION

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

INSPECTION DU TRAVAIL - VAL DE MARNE - 6e section

Immeuble " Le Pascal " Avenue du Général de Gaulle 94007 CRETEIL CEDEX	M.	01 49 56 28 00 01 49 56 06 27
--	----	----------------------------------

OPPBTP - IDF

1 rue des Mazières 91000 EVRY	M.	01 71 63 70 00 01 71 63 70 01
----------------------------------	----	----------------------------------

CRAMIF - Antenne Val de Marne

12 rue Georges Enesco 94025 CRETEIL CEDEX	CRAMIF	01 42 07 35 76 01 42 07 07 57 Antenne94.prevention@cramif.cnamt s.fr
--	--------	---

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Avant travaux, l'Entreprise titulaire demandera, au Maître d'Oeuvre, que les réseaux intérieures et extérieures des bâtiments ont été préalablement isolés (eau, téléphone, etc.).

Le chantier sera **NON CLOS et NON INDEPENDANT** pendant la durée des travaux.

Les accès aux véhicules de secours (pompiers) et véhicules d'entretien (Compteurs Gaz et E.D.F.) devront être maintenus libres d'accès. Ceux-ci, ainsi que les accès chantier seront repérés sur le plan d'installation et adaptés en fonction de l'évolution du chantier.

Les dessertes environnantes et les bâtiments environnants devront rester libres d'accès, en toute sécurité.

Par rapport aux piétons

Les accès sur site seront maintenus ouverts durant toute la durée du chantier.

Prendre en considération la vie du site, notamment les écoliers du Groupe Scolaire, les piétons et les circulations.

Mise en place suivant la nécessité déterminée par le Maître d'Ouvrage, en fonction de la réglementation en vigueur et des impératifs définis par le Coordonnateur SPS et les différents intervenants.

Des voies de circulation praticables et éclairées, avec couloirs de marches séparés, devront être aménagées par le titulaire du **lot n° 1** de telle façon que la circulation des piétons et des véhicules et engins de chantier puisse se faire de manière séparée et sûre :

- Pour accéder à la zone close et indépendante de chantier et aux zones de stockage.
- Pour accéder aux installations principales de chantier et aux locaux du personnel.
- Pour accéder aux différents niveaux des ouvrages dans des conditions normales de sécurité.
- Pour l'approche et l'accueil des services de secours d'urgences et/ou d'incendie.

Hors chantier :

Le titulaire du **lot n° 1** devra aménager, si la situation l'exige, des couloirs de marches sécurisés et balisés et/ou des passages couverts pour assurer la sécurité des piétons sur le site et du domaine public aux abords du chantier et devra notamment obtenir de la part des Services locaux concernés tous les arrêtés de voiries correspondant qui pourraient s'imposer.

A l'extérieur :

Le titulaire du **lot n° 1** devra aménager des couloirs de marches sécurisés et balisés pour le personnel du site et les intervenant au chantier afin d'organiser de façon efficace la « séparation des flux » entre les occupants et engins de chantier.

A l'intérieur :

Des accès provisoires sécurisés devront être aménagés par le titulaire du **lot n° 1** pour permettre aux occupants du site d'atteindre sans difficultés les divers bâtiments et postes de travail, dans des conditions normales de sécurité.



Par rapport au bâtiment occupé :

Le titulaire du **lot n° 01 et toutes autres entreprises concernées** devront impérativement s'assurer qu'il n'existe pas de co-activité entre **les écoliers** et le chantier en question.

Elles devront, le cas présent, respecter toutes les règles et **consignes de sécurité** qui s'impose pour garantir la protection et la sécurité des occupants du site.

Elles devront organiser impérativement leurs approvisionnements et évacuations de chantier en dehors des heures d'affluence.

Par rapport aux interdictions de survol :

Toute(s) station(s) de levage mobile(s) seront obligatoirement installées à l'intérieur de la zone close de chantier.

En cas d'occupation générale du terrain par les constructions existantes, une autorisation d'occupation de voirie sera impérativement demandée et obtenue par le(s) lot(s) utilisateur(s) auprès des Services concernés (Mairie et/ou autres)... avant toute mise en poste des appareils de levage en question.

Interdiction absolue de survols de charges de tous types d'appareils de levage/manutention, fixes ou mobiles, au dessus d'ouvrages, installations ou d'établissements publics (exemples : lignes électriques, dessertes publiques ; parkings, établissements publics de toute nature, groupes scolaires, équipements sportifs, culturels, culturels, etc..)

Interdiction absolue de survols de charges de tous types d'appareils de levage/manutention, fixes ou mobiles, au dessus de toutes propriétés et constructions riveraines (exemples : habitations, locaux d'entreprises, dessertes locales privées, parkings, etc..).

Par rapport aux riverains

Les travaux seront exécutés dans la commune de Charenton le Pont, à forte circulation piétonne et routière et à proximité de lieux de habitation, nécessitant que toutes les mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Permis de feu

- Il est rappelé aux entreprises que tous les travaux comportant un risque d'incendie (soudage, découpage au chalumeau, utilisation d'une flamme) ne pourront se faire sans l'établissement d'un permis de feu.
- Le permis de feu est journalier et devra être remis au représentant du Maître d'Ouvrage.

Par rapport aux transports terrestre, maritimes ou aériens :

Le titulaire du **lot n° 01 et toutes autres entreprises concernées** devront impérativement s'assurer qu'il n'existe pas de **ligne(s) ou d'arrêt(s) de bus** dans l'environnement immédiat du chantier en question.

Elles devront, si le cas se présente, respecter toutes les règles et consignes de sécurité qui s'impose pour garantir la protection et la sécurité des piétons, du public et des éventuels locataires.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier :

Sous les directives et le contrôle du MOE, **toutes les Entreprises concernées** entreprendront obligatoirement avant intervention, toutes les **démarches réglementaires de D.I.C.T.** auprès des Organismes publics, des Services Concessionnaires ou leurs équivalents auprès du MO et des autres décideurs privés concernés.

Elles devront s'enquérir, préalablement à tout lancement de travaux, auprès de ceux-ci des passages de câbles électriques, réseaux d'éclairage public, réseaux téléphoniques, réseaux gaz, conduites AEP, collecteurs divers et de toutes autres conduites techniques enterrées ou aériennes et faire matérialiser leurs tracés sur le site des travaux, sous les directives et le contrôle du MOE.

Elles devront, sous les directives et le contrôle du MOE, obtenir impérativement des Services concessionnaires concernés, tous les isolements, les coupures ou consignations temporaires et/ou définitives des lignes, circuits et réseaux de toute nature en service qui pourraient s'imposer.

Les copies des DICT ou de leurs équivalents et des réponses correspondantes devront obligatoirement être transmises au Coordonnateur de sécurité avant toute intervention.



Par rapport au terrain (la terre, l'eau, ...) :

S'il y a lieu, le MOE devra prévoir et ordonner à l'Entreprise concernée le nettoyage préalable du terrain, la purge de certains ouvrages et tous les confortements de terrains et voiries et/ou de structures qui pourraient s'imposer.

Sur l'aspect « *constitution du terrain* » : respecter les directives techniques et constructives du Maître d'œuvre, voire celles du BET structures et/ou du Géotechnicien missionné(s) par le M.O.

- Rapport de reconnaissance des sols effectué par ROC SOL réf 10.2382.5498b en date du 10/11/2010 fait apparaître des anomalies sur S4, S5 à prendre en considération

Par rapport à la nature du sol, les éventuelles cavités, etc. :

Dans ce cas précis, Le MOE devra prévoir tous les sondages complémentaires qui pourraient s'imposer et donner ses instructions en matière de confortements des sols et voiries et des structures d'ouvrages aux entreprises concernées par une mise en œuvre effective fiable et réglementaire.

Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage, sans autorisation.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont à joindre au PGC.
- Un repérage avant travaux sera réalisé sur les parties de bâtiment devant être réhabilitées de manière à identifier les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporé conformément aux articles L. 4121-2 et L. 4531-1 du code du travail et de la norme NF X 46-020.
- Un repérage avant démolition, conformément à l'article R. 1334-27 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage devra être impérativement réalisé avant le plan de retrait à effectuer par l'entreprise de démolition.
- **Risque lié à la présence d'amiante friable ou de matériaux contenant de l'amiante (concerne tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997) :**
 - Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont à joindre au PGC.
- **Risque lié aux travaux de désamiantage voir : la mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux ultérieurs.**
- Repérage effectué par Dekra réf 50397550/5 fait apparaître la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Plomb

Conformément à l'arrêté du 12 juillet 1999, art. 4 et par application du décret 88-120 du 1^{er} février 1988, modifié par les décrets 95-608 et 96-364, le Maître d'Ouvrage a aussi obligation de faire établir un diagnostic plomb avant travaux.

La présence d'éléments contenant du Plomb étant avérée, mettre en application les dispositions réglementaires définies par la législation en vigueur :

- Arrêté du 12 juillet 1999 conformément à l'article R 32-12 du code de la santé publique



- Note technique INRS ED 909

- **Risque lié aux revêtement plomb voir: Le constat de risque d'exposition au plomb établi par BATI – Plans réf dossier 108020479 HA en date du 7/02/2008 (La validité du présent rapport est fixée par décret à un an à dater de ce jour).**

- **D'autre part, certains éléments contenant du plomb sont dégradés ; le risque est classé en niveau 3 avec obligation d'effectuer des travaux. Au regard des investigations, il a été détecté la présence des revêtements à base de plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire avec des dégradations.**

Un rapport de diagnostic plomb avant la réalisation de travaux devra être réalisé en complément du diagnostic ci-joint

L'évaluation des risques doit prendre en compte la toxicité des poussières induite par la concentration de plomb dans les peintures et la quantité de poussières émise lors des travaux qui est :

- Importante lors de grattage, de piochage, de démolition même partielle,
- Limitée lors de percement, scellement ponctuel et d'aspiration de surfaces écaillées ou pulvérulentes.

L'entreprise doit identifier tous les risques induits par les techniques et procédés mis en œuvre pendant le chantier susceptibles d'affecter les intervenants mais aussi les occupants.

Des campagnes de mesures devront être effectuées avant tous travaux, en cours de travaux plomb et à la fin de travaux pour chaque phase.

Pour chaque phase, le matériel et les protections individuelles seront en bon état et adaptés à la consistance des travaux.

Transformateurs :

Il n'a pas été fait état au Coordonnateur la présence d'un transformateur (sans objet pour les travaux)

P.M : Tous matériaux dangereux de type pyralène ou autres devront impérativement être déclarés au CSPS et faire l'objet d'une évaluation des risques préalable et de méthodologies spécifiques de démantèlement et d'évacuation, conformes aux directives du Code du travail, à joindre au PPSPS.

Éléments radioactifs :

Il a été fait état au Coordonnateur de présence de produits radioactifs sur le site des travaux (magasin souterrain source radiatives en attente ce jour de l'analyse plus décontamination du même magasin).

Installations aéro-réfrigérées :

Il n'a pas été fait état au Coordonnateur de présence d'installations aéro-réfrigérées sur le site des travaux.

En cas de présence d'une tour aéro-réfrigérante ou autres... dans la zone des travaux, le carnet de suivi de l'installation avec les contrôles périodiques réglementaires réalisés par un Organisme agréé sera transmis par le Maître de l'ouvrage au MOE et au Coordonnateur.

Matériaux contaminés :

Il n'a pas été fait état au CSPS de présence d'autres **matériaux spécifiques contaminés** sur le site des travaux.

Tous matériaux dangereux de ce type devront impérativement être déclarés au CSPS et au MOE et faire obligatoirement l'objet d'une évaluation des risques préalable détaillée et de méthodologies de retrait, jointes au PPSPS et conformes aux directives du Code du travail.

ACCES AU CHANTIER

Pour le personnel

Contrôle d'accès rappel. Badge pour opérations en milieu occupé

Afin d'améliorer la qualité et la sécurité des interventions dans l'enceinte du Groupe scolaire, et maintenir de Bonnes relations avec ce dernier, le personnel intervenant sur le chantier sera muni d'un badge Fourni par l'entreprise titulaire du marché avec photo permettant son identification.

Le personnel de chaque entreprise devra porter un badge nominatif avec photo l'identifiant et mentionnant le nom de la société à laquelle il appartient.

La liste du personnel uniquement affecté au chantier devra être transmise par les entreprises sur papier à entête au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage.

L'accès principal au chantier se fera par l'entrée (à définir avec le Maître d'Ouvrage) Le personnel respectera scrupuleusement les cheminements définis par la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire que sur la voie publique aux abords du chantier. Stationnement suivant la réglementation de la ville de Charenton le Pont pour les véhicules.

Fléchage - Signalétique d'accès

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « **PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE** », « **CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC** ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

- Des panneaux de chantier seront mis en place

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, localiers, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Seules les Entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage, ayant fait la Visite d'Inspection Commune et diffusé un PPSPS au Coordonnateur seront autorisées à pénétrer sur le chantier (titulaire et sous-traitants).

Véhicules et personnels salariés :

Contraintes et obligations :

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale (à définir avec le Maître d'Ouvrage) et dans l'enceinte du site par un portail de chantier, qui devra rester fermé à clé hors heures travaillées et sur lequel le titulaire **du lot n° 1** devra apposer toutes les pancartes réglementaires de dangers, d'obligations et d'interdiction d'accès aux personnes non autorisées. Les entreprises devront limiter au minimum et aux stricts besoins du chantier l'accès à leurs véhicules, à raison d'un véhicule par entreprise.

Elles devront prévoir et utiliser des véhicules et engins adaptés en gabarit, en charge et en motricité à la configuration des lieux.

Les chauffeurs devront impérativement respecter les règles du Code de la route, sur et aux abords du chantier, la signalisation routière en place sur le domaine public et/ou sur les circulations de chantier, ainsi que les règles locales de stationnement pour les véhicules d'entreprises et pour ceux des salariés.

Un accès en permanence libre devra être maintenu pour l'approche des secours d'urgences et d'incendie.

Les véhicules et convois lourds ou volumineux devront être obligatoirement accompagnés à par un responsable de l'entreprise concernée depuis le portail de chantier jusqu'à leurs lieux de destination.

Pour le travail en élévation :

Installation d'échafaudages réglementaires par les **lots concernés** pour les accès et le travail en élévation.
(Se reporter à ce sujet à la rubrique « échafaudages »).

Des échafaudages de pied réglementaires, avec sapines d'accès, échelles intérieures et trappes escamotables, seront systématiquement installés en périphérie des bâtiments avant toute intervention de maintenance de longues durées sur les toitures et terrasses. (Rappel du port obligatoire des EPI de hauteur).

Points particuliers :

Toutes dispositions devront être prises, sous le contrôle du **MOE**, par les **Entreprises concernées** auprès de la Mairie pour réglementer la circulation notamment lors des approvisionnements lourds ou volumineux, livraisons de matériels lourds, livraisons d'engins de chantier et grue(s) et pendant certaines phases de préparation de chantier ou de travaux pouvant générer des flux importants de poids lourds et d'engins de chantier (*exemple : démolitions, terrassements, etc.*)

Les stockages de toute nature seront strictement interdits hors chantier sur le domaine public et sur les propriétés riveraines au chantier.

Une zone de parcage sera définie en concertation avec le MOE.

En cas d'impossibilité le stationnement sera organisé à l'extérieur du chantier dans le plus strict respect des règles de la ville d'accueil.

L'intervenant désigné en qualité de responsable de chantier, (**A définir**) affiche, dans les locaux de chantier, la liste complète des entreprises autorisées à travailler sur le chantier avec, pour chacune, la liste de son personnel. Ces listes sont tenues à jour par l'intervenant désigné en qualité de responsable de chantier pendant toute la durée du chantier. Le pilote ou l'intervenant désigné en qualité de responsable de chantier détient, sur le bureau de chantier, les attestations d'emploi des salariés de chaque entreprise sur le chantier. Toute attestation doit mentionner, en plus du nom et de l'adresse de chaque salarié, la date de son embauche, son numéro de sécurité sociale et son statut exact de salarié. **Elle est assortie d'une copie du badge FFB porté par chaque ouvrier.**

Nota :

- La liste des personnels autorisés à accéder au chantier par l'entreprise et intervenant.
- La photocopie des badges des personnes autorisée à accéder au chantier par l'entreprise et intervenant.



CONDUITE DES TRAVAUX

Les entreprises doivent avoir en permanence un responsable sur le chantier préalablement désigné et accepté sans réserve par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre, susceptible de prendre à tout moment toutes décisions qui s'imposeraient pour la bonne exécution du chantier dans les délais convenus.

Le responsable de l'entreprise sur le chantier sera chargé de définir, en accord avec la Maîtrise d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS, les modalités d'organisation et de coordination du chantier.

Il assistera aux réunions hebdomadaires organisées par le Maître d'Oeuvre pour le suivi de la bonne exécution du chantier, ainsi qu'aux réunions de coordination éventuellement organisées par le Coordonnateur SPS.

Formation du personnel et Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.) :

Formation et qualification des salariés :

Les employeurs doivent impérativement à leurs salariés, la connaissance des risques rencontrés sur les lieux et postes de travail qu'ils occupent et leur faire acquérir toutes les accréditations réglementaires et formations utiles à l'exercice de leur profession.

Ils doivent procéder avec eux à la visite d'accueil sur site, réalisée avant travaux et leur donner à cette occasion toutes les « consignes appropriées » leur permettant l'application des « Principes généraux de prévention » sur les lieux et postes de travail.

Port obligatoire des EPI :

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles réglementaire adapté à l'intervention sur le chantier, aux risques inhérents et au métier pratiqué.

Les différents fournisseurs devant pénétrer sur le chantier sont aussi assujettis à cette obligation.

EPI normales :

Les Employeurs ont l'obligation de fournir à leur personnel tous les équipements de protection individuelle adaptés aux risques et aux travaux à réaliser et ont obligation de veiller au respect du port de ces équipements sur le chantier en phase travaux.

Le personnel intérimaire devra également être muni de ces équipements.

Nous rappelons que le port de certains équipements de protections individuelles est une obligation notamment pour les interventions de courtes durées en élévation (*EPI de hauteur notamment*), cependant **Les Employeurs** doivent privilégier dans le montage de leurs méthodologies, des interventions organisées après mise en place des protections collectives.

EPI spécifiques :

Les Employeurs ont l'obligation de fournir à leur personnel tous les équipements de protection individuelle, spécifiques et adaptés aux risques et aux postes de travail qu'ils occupent, notamment par exemple pour tous travaux pouvant exposer leurs salariés à des risques particulier, chutes de hauteur, risque électrique, risque de contact avec des matériaux dangereux (dont l'amiante) et de façon plus générale en présence de tous «travaux classés à risques particuliers ».

Dans ce cas, les personnels concernés doivent être reconnus aptes, professionnellement et médicalement aux postes spécifiques qu'ils doivent exercer et doivent avoir reçu de la part de leurs employeurs respectifs, toute la formation, l'information et toutes qualifications professionnelles en rapport avec les risques en question.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX ET MOYENS D'APPEL

Si le montant de l'opération est supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du Maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (dessertes et voiries pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

<i>Désignation</i>	<i>Localisation</i>	<i>Phasage</i>	<i>Lot chargé de la réalisation</i>
Aménagement des accès de chantier	Accès depuis la desserte publique, vitesse réduite et vigilance obligatoires.	Pendant la phase installation et avant le démarrage effectif des travaux	lot n° 1
Aménagement pistes lourdes d'accès chantier Installations de Chantier	Accès depuis la desserte publique, vitesse réduite et vigilance obligatoires.	Pendant la phase installation et avant le démarrage des travaux	lot n° 1
Finalisation des accès et divers aménagements généraux de chantier	Accès à vitesse réduite et vigilance obligatoires et séparation des flux depuis le portail de chantier	Après la phase installation et au démarrage des travaux	Toutes entreprises
Installation des clôtures et portail(s) de chantier	A installer en limite du domaine public et de toutes propriétés riveraines au chantier.	Pendant la phase installation et avant le démarrage des travaux	lot n° 1
Raccordement au réseau d'eau Potable AEP	Comptage général avec regard, compteur et mise hors gel, à faire réaliser en limite de propriété	Pendant la phase installation et avant le démarrage des travaux	lot n° 1
Collecte et évacuation des eaux usées sur les réseaux EU/EV	Sur collectes publiques et/ou privées dispo. sur site ou à créer en limite de propriété	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	lot n° 1
Demande branchement et de raccordement au réseau public EDF	Création d'un branchement général électrique avec armoire et dispositif de protection 30mA + contrôle obligatoire de mise en service	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	lot n° 1
Demande raccordement du téléphone de secours et affichage consignes	Création d'un branchement et mise à disposition d'un téléphone de secours sur le chantier.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	lot n° 1

INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entreprise du lot n° 01 aura à sa charge la mise en place des cantonnements (à confirmé) et du mobilier nécessaire pour les vestiaires, l'entretien et le nettoyage quotidien des locaux.

Les installations ne répondant pas aux prescriptions réglementaires inscrites au Code du travail pour ce qui concerne l'accueil et l'hygiène des salariés seront systématiquement refusées par le MO, le MOE et le Coordonnateur et notamment par les Organismes institutionnels de la prévention.

Il est rappelé au **MOE**, au titulaire du **lot n° 1** et **aux entreprises en général** que tout défaut d'installations communes, manque d'entretien et d'hygiène des locaux du personnel conduit à l'arrêt du chantier.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot n° 01, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

Les limites d'emprise de la zone close de chantier avec implantation des clôtures et portail(s) de chantier.

Les pistes lourdes d'accès de chantier avec précision de la structure de chaussée et matérialisation de la séparation des flux « personnels salariés » et « engins de chantier » et de la piste d'accès des secours.

La localisation des locaux sociaux utilisés comme cantonnement de chantier (*Vestiaires, sanitaires, réfectoires*)

La localisation des locaux complémentaires de chantier (*bureaux de MOE, salle échantillons, etc..*).

Les installations complémentaires propres à chaque entreprise, s'il y a lieu (*magasins, conteneurs, etc..*)

Les accès et lieux d'approvisionnement et les zones de stockage temporaires des matériaux et du matériel.

L'emplacement et le cheminement des installations provisoires en énergie et fluides de chantier (*lignes d'électricité et coffrets PC de chantier, points d'eau, téléphone de secours, réseaux d'eaux usées, et d'eaux pluviales, circulations piétons, pistes circulations d'engins, etc..*).

La position des aires de stockage extérieures.

La position de la zone de tri sélectif avec implantation des bennes d'évacuation.

La position de la grue Mobile en poste fixe avec représentation des rayons de giration de flèche.

La localisation des stations mobiles de levage/manutention (*par les entreprises concernées*)

La localisation des zones temporaires de stockage des terres végétales (*si le cas se présente*)

Les aires spécifiques d'assemblage au sol (*charpente ou autres...*).

Clôtures

Une clôture complémentaire devra être installée pour rendre le chantier indépendant vis-à-vis d'éventuels projets à venir.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Stockage de produits dangereux

Le stockage de produits et matériaux dangereux (quantité, emplacement et nature type bouteilles de gaz, peinture inflammable, etc.) sera soumis à l'approbation du responsable de sécurité du site de la Maison de Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Dispositions réglementaires :

Compte tenu de la nature du chantier, les travaux de voirie de chantier, VRD et d'attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. Seront impérativement réalisés en phase de préparation de chantier par le titulaire du **lot n° 1**, sous les directives et le contrôle du **MOE**.



Voiries et pistes de chantier :

Dans la mesure où elles n'existent pas, la réalisation des pistes lourdes de chantier avec structure stabilisée par empierrement incombera au titulaire du **lot n° 1**.

A la fin des travaux, et sauf dispositions contraires prescrits par le Maître d' Ouvrage ou le Maître d' Oeuvre, les lieux devront être remis dans l'état d'origine par le titulaire du **lot n° 1**.

Les dépenses entraînées par l'aménagement, le nettoyage et la remise en état en fin de travaux et l'entretien tout au long du chantier des pistes et des zones de stockage seront à charge du **lot n° 1**.

Zone de stationnement :

Une zone de stationnement devra être aménagée pour les véhicules de chantier par le titulaire du **lot n° 1** dès la phase préparation, de manière à pouvoir l'utiliser lors des travaux d'installation de chantier.

En cas d'impossibilité d'aménager une aire de stationnement sur site, en raison de la nature du terrain, des difficultés d'accès et/ou des constructions pouvant exister, **les entreprises** devront respecter impérativement les **règles de stationnement** et ne pas gêner la circulation locale et l'approche des véhicules des services de secours et d'incendie.

Clôtures de chantier :

Toutes les zones du chantier, incluant les installations principales, le cantonnement, les aires de manutention, les aires de stockage et toutes autres zones actives de travaux devront être neutralisées et isolées vis-à-vis des emprises et des accès maintenus à la disposition des tiers et des riverains et vis-à-vis des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile et piétonne.

Les clôtures de chantier devront parfaitement délimiter la périphérie de la zone active de chantier. (Zone de stockage).

Le titulaire du **lot n° 1** aura à sa charge les frais relatifs à la mise en place des clôtures de chantier et à leur entretien pendant la durée des travaux et ceux relatifs au déplacement et au repliement de ces palissades en cours et/ou à la fin du chantier.

Clôture de chantier, constitués d'éléments industrialisés de panneaux pouvant être assemblé, encastrés au sol sur des plots de stabilisation, comprenant :

Clôture d'isolement du chantier de 2.00ml de hauteur, mixant panneaux nervurés d'acier galvanisé pré laqué, de coloris blanc et panneau de grillage sur cadres métalliques , avec aménagement d'un accès par un portail à deux vantaux et un portail verrouillable.

Pour les cas particuliers pouvant se présenter, les frais inhérents à la location, l'entretien, les déplacements éventuels et autres seront répartis entre **chaque Entreprise** au compte prorata de leur marché.

La fermeture chaque soir et hors heures travaillées et l'ouverture chaque matin du portail de chantier sera à la charge du titulaire du **lot n° 1** durant ses durées interventions jusqu'à la fin des travaux.

Affectation des installations de chantier :

Les installations de chantier seront réalisées, sous les directives et le contrôle du **MOE**, suivant le détail du tableau proposé ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, dessertes piétons, pistes lourdes, zones de stockage et de stationnement, etc..	Lot concerné	Lot concerné
Pose des clôtures rigides de chantier avec portail(s) de chantier et signalisation réglementaire de dangers, d'obligations et d'interdiction.	Lot concerné	Lot concerné
Réseaux divers énergie, fluides et collectes d'évacuation	Lot concerné	Lot concerné
Réseaux utilitaires généraux (éclairage, BT, force, etc.)	Lot concerné	Lot concerné
Autres réseaux utilitaires particuliers (éclairage, BT, force, etc.)	Lot concerné	Lot concerné
Plates-formes pour zones de stockages (mêmes provisoires) et plateforme destinée à recevoir les locaux du personnel.	Lot concerné	Lot concerné
Installation des locaux d'hygiène pour les salariés, locaux éclairés et chauffés: - Sanitaires (<i>lavabos, douches eau chaude eau froide, consommables, etc...</i>) - Cabinets d'aisance (<i>W-C, urinoirs, consommables, etc...</i>), Ensemble des équipements communs doit rester utilisable par tous les salariés d'entreprises conformément à la réglementation en vigueur.	Lot concerné	Lot concerné
Salle de réunion commune éclairée et chauffée et pourvue des équipements qui s'imposent pour les réunions de chantier.	Lot concerné	Lot concerné
Vestiaires, réfectoires éclairés et chauffés et pourvus de tous les équipements réglementaires qui s'imposent pour l'accueil de tous les salariés du chantier.	Lot concerné	Lot concerné
Consommations	lot n° 01	Compte prorata
Coffret électrique général de chantier + éclairage extérieur + dif. PV contrôle	Lot concerné	Lot concerné
Coffrets électriques intérieurs (par étage et par bâtiment) + dif. PV contrôle	Lot Electricité	Lot Electricité
Téléphone de secours + affichage des consignes au bureau de chantier.	Lot concerné	Lot concerné
Bennes à déchets/gravats pour la durée des travaux (<i>pour tri sélectif sur place</i>)	Lot concerné	Lot concerné

Dimensionnement du cantonnement :

Le cantonnement sera **Mis à disposition sur site par le Maître D'ouvrage** en fonction de l'effectif de pointe accueilli sur le chantier.

(Prendre en moyenne : effectif 25 à 30 ouvriers).

Ces effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par **chaque entreprise** et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Ces effectifs devront impérativement être précisés dans les PPSPS des entreprises avec listes nominatives des personnels jointes.



Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel :

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques préalablement évalués seront installés dans les locaux réservés aux personnels par le titulaire du **lot n° 1**.

Les entreprises travaillant par points chauds devront toutes posséder leurs propres extincteurs sur leurs postes de travail respectifs.

En raison de la nature du bâtiment existants nous demandons au Responsable de l'ouvrage d'instaurer, une procédure de constitution de « Permis de Feu » applicable à toutes les entreprises devant travailler par « point chaud »

Ces « Permis de feu » seront établis et signés en entente entre les Entreprises extérieures concernées et le Représentant légal de l'ouvrage (M.O. et/ou du Chef d'établissement).

Secours :

Le titulaire du **lot n° 1** devra aussi procéder à l'affichage des **consignes d'organisation des secours** et des **numéros d'alerte secours et incendie** au bureau de chantier.

Les **Sauveteurs Secouristes du Travail** devront être connus et facilement identifiables sur le site des travaux par tous les salariés du chantier.

Ils devront apparaître dans les PPSPS et porter un logo distinctif sur le casque et/ou sur leurs tenues de travail.

Nettoyage et entretien du cantonnement :

Le nettoyage quotidien et l'entretien des locaux de cantonnement seront réalisés par le titulaire du **lot n° 1**.

A son départ celui-ci devra prévoir **une entreprise de nettoyage spécialisée** pour assurer l'entretien régulier et l'hygiène des locaux communs réservés aux personnels salariés du chantier.

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène par le lot n° 1 présent sur site	lot n° 1	lot n° 1
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène hors présence sur site du lot n° 1 par une entreprise spécialisée.	Entreprise spécialisée nommée par lot n° 1	lot n° 1
Fourniture de tous les consommables d'hygiène pour les salariés.	lot n° 1	Toutes entreprises

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Le **Maître d'Ouvrage** devra adresser une « déclaration préalable » aux Organismes institutionnels de la prévention.

Le **Maître d'Ouvrage** devra adresser une copie du permis de construire (et ou de démolir) ou de la déclaration de travaux à l'**Entreprise chargée de l'installation de chantier** pour affichage sur place par le **lot n° 1**.

Toutes les autorisations administratives relevant de la compétence du Maître d'Ouvrage seront acquises avant le début des travaux.

Un Plan de retrait amiante sera élaboré par l'entreprise habilitée nommée par le M.O. et diffusé dans les délais légaux aux Organismes institutionnels de la Prévention (Inspection du travail, CRAM, OPPBTP)

Les autres autorisations administratives et démarches diverses réglementaires seront réalisées, sous les directives et le contrôle du MOE, par toutes les entreprises concernées citées dans la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur tous réseaux publics des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires publics ou privés et Mairie(s)	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage d'ouvrages ou réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques.
Equivalents aux D.I.C.T. et plans de positionnement des réseaux privés.	Maître d'ouvrage Chef d'établissement,	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage d'ouvrages ou réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques.
Envoi obligatoire des PPSPS au CSPS avant intervention + Prise RV pour inspection commune préalable	Le Coordonnateur SPS DEKRA (Prendre Rendez-vous pour la visite d'inspection commune auprès du CSPS)	Toutes les entreprises titulaires et/ou sous-traitantes et/ou travailleurs indépendants
Envoi du PPSPS lot principal + Envoi du PPSPS pour travaux à risques particuliers	INSPECTION DU TRAVAIL - CRAM - OPPBTP - <i>DRIRE (s'il y a lieu)</i>	Toutes les entreprises titulaires et/ou sous-traitantes et/ou travailleurs indépendants
Envoi Plan de retrait amiante	- <i>INSPECTION DU TRAVAIL</i> - <i>CRAM (Service Prévention)</i> - <i>OPPBTP</i>	Entreprise habilitée concernée
Autorisation d'installation de grue mobile suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Services de la Ville ou de la Commune d'accueil. Autorisations des riverains s'il y a lieu	Toutes entreprises concernées par le levage/manutention fixes ou mobiles
Autorisation de voirie pour trx ou emprises sur voie publique	Services techniques de la Ville ou de la Commune d'accueil.	Toutes entreprises concernées
Autres autorisations administratives particulières	Services locaux concernés (municipaux, départementaux, autres...). <i>(si le cas se présente)</i>	Toutes entreprises concernées



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités :

Les zones de circulation menant aux zones de chantiers, de stockage, de cantonnement et aux ouvrages construits ou à construire devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels pour permettre l'accès permanent des occupants de l'établissement et des services de secours et d'incendie dans des conditions normales.
L'accès au chantier est interdit pour les véhicules particuliers, en dehors des zones de parking réservées à cet effet situées à l'intérieur du site et/ou sur le domaine public suivant réglementation locale en application.

Circulations des piétons :

Les salariés et visiteurs autorisés par le M.O. à pénétrer sur le chantier ont obligation de respecter le port des EPI
Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules.
Une matérialisation physique des flux de chantier « personnels » et « engins » sera mise en place s'il y a lieu dès le début des travaux par le lot titulaire du **lot n° 1** et par toutes les entreprises concernées.
Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux en cours ou à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales :

S'il y a lieu, des accès provisoires sécurisés seront mis en place aux différents niveaux par le titulaire du **lot n° 1**, sous les directives et le contrôle du **MOE**, au niveau de chaque trémie afin de satisfaire aux exigences de sécurité jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules, mises à jour et affichage	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi et proposé au MOE et au CSPS au plus tard lors de la phase préparation du chantier.	lot n° 1
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Accès aménagés au niveau des entrées des bât pour : - protéger les occupants contre les risques de chutes d'objets en aplomb des façades. Le CSPS demande qu'il soit mis en place un portique de sécurité ou une galerie couverte si l'accès en question est situé à proximité d'une cage d'escalier ou en aplomb de façades en construction.	lot n° 1
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	En cas de périodes de gel et de pluie et autres intempéries, l'entreprise prendra toutes les dispositions utiles et réglementaires pour limiter les risques de chutes et de glissades des salariés sur l'ensemble des accès. S'il y a lieu, le MOE devra faire réaliser les travaux nécessaires de remise en configuration normale et/ou prononcer des interdictions temporaires d'accès.	lot n° 1 + autres entreprises Concernées (Sous contrôle du MOE)
Aménagements des rampes lourdes d'accès de chantier	Des rampes lourdes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par les autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	lot n° 1
Maintien en place et continuité des protections collectives sur circulation horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives provisoires, sur emmarchements, paliers, baies libres, trémies, etc.. Protections définitives fixées au plus tôt sous directives MOE .	lot n° 1 + Toutes entreprises



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités :

En plus de la vérification préalable des conditions d'accès, de la nature et la portance des sols destinés à recevoir des stations de levage/manutention, fixes ou mobiles, **toutes les entreprises concernées** tiendront obligatoirement compte dans l'installation du matériel (grue(s) ou engin(s) de levage/manutention), des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite. (à posséder sur le site des trx)
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES). (à posséder sur site des trx)

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition sur site, dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Toutes entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés au site et aux interventions. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront obligatoirement définis dans le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.	Toutes entreprises concernées par des manutentions
Interférence entre appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé par le MOE afin d'éviter toutes interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera obligatoirement mis en place par l'entreprise utilisatrice concernée. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Toutes entreprises concernées par des manutentions

Vérification des appareils et des accessoires de levage :

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront être communiqués au Coordonnateur SPS et être disponibles sur le chantier ou sur l'appareil en question.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées par un Organisme de contrôle habilité.



Autorisation de conduite :

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une information et une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra obligatoirement être en possession sur le site des travaux d'un titre d'autorisation de conduite délivré par son employeur (et de son ou ses CACES).

La législation du travail impose une limitation à l'emploi du transport de charges de façon manuelle, elles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation particulière (Art. R 231.67 du Code du Travail).

Les déplacements de charges horizontales devront se faire à l'aide de moyens appropriés sur des aires de roulement préalablement aménagées et balisées.

La conduite d'un engin de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement et disposant du CACES.

Conduite

- La conduite de machines mobiles et d'appareil de levage ne peut être confiée qu'à une personne :
 - 1- ayant reçu une formation et a été reconnu médicalement apte à la conduite ;
 - 2- ayant obtenu un CACES, certificat préconisé par les recommandations et qui constitue un moyen de contrôle des connaissances et savoir-faire acquis par le conducteur
 - 3- ayant obtenu une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement, après que celui-ci se soit assuré :
 - * de l'aptitude médicale et des connaissances théoriques et pratiques de L'opérateur (constatées par l'obtention du CACES) ;
 - * de la connaissance par le conducteur des lieux et instructions à respecter
- Sur le ou les sites d'utilisation - (le CACES ne dispense pas, en effet, le Chef d'établissement de donner aux opérateurs l'information et la Formation nécessaires à la maîtrise des risques spécifiques à l'entreprise et à l'environnement dans lequel le travail doit être effectué).

Les personnes chargées de la conduite des chariots automoteurs de manutention doivent être titulaires d'une licence de cariste. Cette habilitation doit pouvoir être présentée à toute demande (idem pour la conduite des nacelles élévatrices)

La liste des titulaires des autorisations de conduite doit être envoyée au Coordonnateur avant intervention sur le site (nacelles, mini pelle etc..).

En cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, un chef de manœuvre connaissant parfaitement les gestes conventionnels devra être impérativement désigné.

Tous les appareils de levage et de manutention ne peuvent pénétrer sur les chantiers que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation et si leur conduite est confiée à des personnes habilitées.

Le matériel ou engins divers, utilisés sur le site seront référencés individuellement, maintenus dans un état de parfait fonctionnement, le responsable de leur entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'ils possèdent. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.

Tous les véhicules et engins de chantier seront équipés suivant les normes en vigueur, en particulier par un balisage rétro réfléchissant et un ou plusieurs gyrophares.

Chaque entreprise utilisatrice d'un engin de levage fournira le ou les P.V. de contrôle réalisé(s) par une entreprise agréée ou par du personnel dûment accrédité. L'engin ne pourra être mis au service du chantier qu'une fois les réserves éventuelles levées. Chaque pilote devra également être à jours de ses certificats et visites médicales.

Les manutentions devront être effectuées hors des postes de travail non protégés ou après s'être assuré que le personnel ne se trouve pas dans la zone de manutention.

- L'interférence des différents appareils de levage :

Les titulaires des lots nécessitant l'emploi de moyens spécifiques de levage communiqueront, au minimum 8 jours à l'avance, au Coordonnateur le type de matériel employé, le calendrier de leurs approvisionnements et le plan d'installation de leur matériel faisant apparaître leur rayon d'action et les interférences avec les appareils déjà en place. Les zones de grutage seront balisées afin d'en interdire l'accès à tout autre corps d'état.

Dans le cas de présence de deux grues (automotrices), leurs interférences devront être gérées.

Les manutentions devront être effectuées hors des postes de travail non protégés ou après s'être assuré que le personnel ne se trouve pas dans la zone de manutention.

L'ensemble des appareils ou engins divers devant faire l'objet d'un contrôle technique périodique sera à jour de ces visites.



Les attestations sont à fournir et à faire viser par le Coordonnateur SPS avant le début de leur utilisation sur le chantier.

Les matériels ou engins divers, utilisés sur le site seront référencés individuellement, maintenus dans un état de parfait fonctionnement, le responsable de leur entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'il possède.

Les divers chauffeurs seront titulaires du CACES et autorisations de conduite de l'entreprise pour piloter les engins sur lesquels ils travaillent (notamment grue mobile pour passerelle).

Ils seront à jour de leur visite médicale, les documents nécessaires à la vérification de cet état seront tenus à disposition sur le site à l'attention des organismes de prévention.

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement :

Rappel : Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel. Dans ce cas le conducteur de l'appareil doit être obligatoirement titulaire de l'autorisation de conduite (et du CACES) correspondant au levage/manutention.

Limitation du recours aux manutentions manuelles :

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de **35 kg**.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, l'employeur doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et doit organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (*aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.*).

Il doit impérativement rappeler à ses salariés **les gestes et postures utiles à adopter** sur les lieux et postes de travail pour éviter les traumatismes corporels.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface(s) de stockage et surface(s) de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tous corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs devront être préalablement informés sur les personnes responsables à contacter sur le chantier et sur les modalités et conditions d'accès au chantier. L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur intéressé à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et des matériaux livrés.	Tous corps d'état

Approvisionnement :

Afin d'éviter les surplus de stockage sur le site des travaux, les matériels et matériaux devront être distribués directement sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements par les entreprises concernées.

Magasins :

Si la configuration du site le permet, **les entreprises des corps d'états secondaires** auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins extérieurs sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les frais d'aménagements et la remise en état des zones occupées seront à la charge de **l'entreprise concernée** par ses installations complémentaires.

Chaque magasin extérieur devra être identifié au **Nom de l'entreprise utilisatrice**.

Chaque entreprise aura à sa charge, la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer s'il y a lieu les zones occupées en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises ne pourront s'approprier des locaux à usage de magasins dans des bâtiments en construction.

Tout stockage de produits dangereux ou inflammables dans les locaux en construction est strictement interdit.



Travaux de désamiantage :

En raison de l'évolution de la réglementation du Code du travail, le M.O. a l'obligation de joindre et/ou de faire joindre le D.T.A. (Diagnostic technique Amiante) au PGC.

Concernant cette opération, il conviendra pour le M.O. et le MOE de joindre impérativement aux pièces d'appel d'offres le « Diagnostic Technique Amiante Etendu avant démolition » ainsi que le diagnostic Plomb de sorte que toutes les entreprises concernées et les salariés du chantier puissent être tenu informés de la présence ou non de produits dangereux et de risques inhérents aux lieux.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Retrait d'amiante	<p>Sous les directives et le contrôle du MOE :</p> <p>L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé et informé du risque amiante.</p> <p>L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées et confinées sans aucune co-activité possible avec d'autres intervenants.</p> <p>Le plan de retrait établi par l'entreprise qualifiée sera adressé à l'Inspection du travail pour validation, 1 mois avant démarrage des travaux.</p> <p>L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation, de conditionnement et de suivi des déchets concernés en décharge agréée devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.</p>	Entreprise qualifiée nommée par le M.O.
Etablissement d'un Plan de retrait amiante	<p>Sous les directives et le contrôle du MOE :</p> <p>L'entreprise établit un Plan de retrait amiante en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-119 à 124 du code du travail introduit par le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, en précisant notamment :</p> <p>Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</p> <p>Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</p> <p>Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</p> <p>Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</p> <p>La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</p> <p>Les durées et temps de retrait déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche.</p>	Entreprise qualifiée nommée par le M.O.
Mesures de prélèvement atmosphérique	<p>Sous les directives et le contrôle du MOE :</p> <p>Des mesures réalisées sur prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise qualifiée effectuant les travaux de désamiantage de manière à déterminer le niveau d'empoussièrement :</p> <p>Pendant les travaux de désamiantage, mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant article R. 4412-104 du code du travail ;</p> <p>Avant démantèlement du confinement, prélèvement d'air en zone confinée : « contrôle de première restitution » suivant article R. 1334-18 du code de la santé publique.</p>	Entreprise qualifiée nommée par le M.O.

L'accès aux zones de retrait de matériaux amiantés ne pourra être rendu aux autres entreprises et salariés du chantier, ou aux utilisateurs, qu'après réalisation et lecture par le MOE des mesures libératoires commandées à l'entreprise qui a procédé au retrait et qui devront être favorables et réglementaires vis-à-vis du Code du travail.



Plomb :

Mettre en application les dispositions réglementaires définies par la législation en vigueur :

- Décrets 65-48 du 8 janvier 1965 et 94-1159 du 26 décembre 1994.
- Code du travail : articles L.235-1
- Brochure INRS ED90
- Principes Généraux de Prévention

a) Aménagement de locaux spécifiques et hygiène

(Voir art R.231-58-5)

Les travailleurs exposés au plomb doivent disposer de deux locaux aménagés en vestiaires collectifs, le premier étant exclusivement au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail, ainsi que des douches assurant la communication entre les deux vestiaires. L'employeur doit veiller à ce que les intervenants respectent les mesures d'hygiène spécifiques (ne pas manger en vêtement de travail ni fumer, nettoyage systématique des parties du corps non protégées avec du savon, prendre une douche en fin de journée, ne pas rapporter de vêtement souillé à domicile,...).

b) Nécessité d'examen médical :

Examen préalable avant toute exposition au plomb, réalisé par le médecin du travail (examen clinique et biologique).

Obtention d'une fiche d'aptitude, renouvelable tous les six mois ou sur l'initiative du médecin du travail.

c) Obligation d'Information :

Le chef d'Entreprise doit informer son personnel sur les dangers du plomb, les risques liés au poste de travail et les moyens de prévention

d) Méthodologie :

Suivre les consignes selon la méthodologie d'intervention retenue, en matière de préparation de chantier (confinement, sas, captage des poussières au plus près de la zone d'émission, nettoyage régulier de la zone de travail sans balayage, utilisation d'aspirateur avec filtre,...), de mesures d'hygiène, de port d'EPI (combinaison jetable, équipement respiratoire, gants, chaussures, lunettes,...).

e) Sujétions en matière d'interaction sur le site :

Interdire toute autre activité dans la zone d'intervention

f) Traitement des déchets contenant du plomb :

Respecter les consignes de conditionnement et d'évacuation vers les centres de traitement spécialisés selon la teneur en plomb décelée dans les déchets et éléments déposés.

Les bons de mise en décharge seront à fournir au Coordonnateur SPS.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

P.M : Tout jet de matériaux et gravats par les trémies ou baies libres depuis les étages est strictement interdit.

Evacuation des déchets et gravats de chantier :

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur du lot n° 1 aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés sur le chantier du fait de son intervention.	lot n° 1
Bennes à déchets et gravats de chantier pour la durée des travaux et pour tous les corps d'états	L'entrepreneur du lot n° 1 mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets et gravats de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier :	lot n° 1
Remplacement des bennes à déchets et gravats de chantier	Le plan d'installation de chantier indiquera la position des bennes. Ces bennes seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge. Pendant les travaux de G.O le remplacement des bennes sera assuré par le titulaire du lot n° 1.	lot n° 1
Goulottes à gravats	L'évacuation des gravats par les trémies ou les baies libres situées en façades ou en planchers est interdite. Mise en place de goulottes PVC ou bois pour l'évacuation des déchets et gravats depuis les étages avec filets anti-projection s'il y a lieu.	Lots concernés
Nettoyage des accès généraux de chantier (verticaux et horizontaux)	L'entrepreneur du lot n° 1 est chargé d'assurer de façon régulière le nettoyage des accès généraux de chantier verticaux et horizontaux et des abords. A son départ du chantier, il devra prévoir une entreprise spécialisée pour assurer l'entretien et le nettoyage.	lot n° 1 + entreprise de nettoyage
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets et gravats de chantier jusqu'aux bennes.	Tous corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS pourront demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder aux nettoyages en question aux frais de l'entreprise défaillante.	Tous corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses :

Le traitement des déchets industriels spéciaux ou dangereux reste à la charge des **entreprises qui les produisent**.
Ces déchets sont destinés aux centres de classe 1 ,2 et 3



Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur concerné informera préalablement le Coordonnateur SPS de l'utilisation de telles substances. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée qui devra obligatoirement en faire état de ses produits et matières dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira dans ce cas un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits en question suivant les indications et directives préconisées par les fabricants.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier :

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (*exemple : amiante, plomb, autres ...*) seront évacués suivant les cas de figures vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets à restituer au propriétaire.

Les déchets d'amiante (friables ou non friables) devront être évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets amiantés à restituer au propriétaire suivant décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, articles R. 4412-111 à 113 du code du travail.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives de toute nature devront être conformes aux dispositions du Code du travail, conçues et réalisées par les entreprises pour répondre impérativement aux principes généraux suivants :

- être toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque.
- être adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans modification, à la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur et/ou de ceux des sous-traitants.

Les protections collectives devront être adaptées aux lieux et postes de travail de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées avant et/ou lors la mise en place des éléments définitifs de sécurité. Ce principe concerne toutes ouvertures ou baies libres situées en façades, toutes trémies en planchers ou tous vides sur cages escaliers ou en rives d'ouvrages (*exemple : pour les ouvertures en façades, et si l'allège n'est pas à hauteur réglementaire, la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableaux*).

Sauf accord particulier écrit, seul l'entrepreneur ayant à charge la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisé à la déposer.

Une protection collective provisoire ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- disparition définitive du risque liée à l'avancement des travaux,
- la protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et doit être suffisante et conforme pour les travaux restant à réaliser.
- un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en œuvre par l'entreprise concernée.

A l'extérieur :

Les zones de travaux seront physiquement isolées, par le titulaire du **lot principal** des voies de circulation et des parties mitoyennes au moyen de clôtures rigides en panneaux métallique.

A l'intérieur des emprises de travaux :

Dans la mesure où elles subsistent, les situations particulières présentant des risques pour les employés du chantier devront être traitées au cas par cas avec des dispositifs de protection appropriés et réglementaires.

Ouvrages provisoires : (*exemple : trémies, escaliers, baies libres en façades, vides en rives d'ouvrages, etc...*)

Le titulaire du **lot n° 1** sera tenu d'établir, maintenir et entretenir, à ses frais, tous les ouvrages provisoires de sécurité jugés par le MOE et le Coordonnateur, nécessaires à la protection des salariés et autres personnes et indispensables lors de la construction des ouvrages ou pour la protection des fonds voisins.

Ces ouvrages provisoires, de type auvents, garde-corps, passages, ponts de service, clôtures, balustrades, jets de volée, bâches, filets, etc.. Seront établis de manière à donner un accès facile et une protection efficace et durable à toutes les parties de la construction. Ils seront maintenus en place pendant tout le temps estimé indispensable par le MOE ou le Coordonnateur et au moins jusqu'à la pose des ouvrages définitifs.

Le Coordonnateur et le MOE auront le droit de refuser les ouvrages provisoires qui paraîtraient offrir des dangers pour la sécurité publique ou particulière, ou pour celle des salariés du chantier et pourront obliger l'entrepreneur à exécuter tous travaux de consolidation ou de remise aux normes jugés nécessaires.

Dans tous les cas, les dits ouvrages de sécurité ne pourront être enlevés sans l'autorisation du Coordonnateur.

Protection des accès :

Si la situation l'exige et notamment en cas de travaux en superposition des entrées de bâtiments, le titulaire du **lot n° 1** sera chargé pendant toute la durée du chantier de la protection des accès aux bâtiments en question à l'aide d'auvents suffisamment larges et résistants pour contenir toutes chutes d'objets.

Sécurités collectives générales sur les lieux de travail :

Le titulaire du **lot n° 1** devra la mise en place, l'entretien (et la dépose) des protections collectives provisoires jusqu'à la mise en place des moyens de protection définitifs ou disparition du risque.

- sur tous les accès verticaux et horizontaux, provisoires ou définitifs.
- en rives de tous planchers et parties d'ouvrages accessibles par les salariés du chantier.
- sur et au pourtour de toutes baies libres, trémies et vides situés en plan et en élévation.
- sur tous ouvrages pouvant présenter des risques pour les salariés du chantier, les écoliers, les riverains et/ou le public.

Sécurités collectives spécifiques sur les postes de travail :

Les titulaires des **lots spécifiques (exemple : Charpente, Couverture, Etanchéité, Façades...)** devront la mise en place, l'entretien (et la dépose) des protections collectives provisoires qui les concernent sur leurs propres postes de travail et devront les moyens d'accès réglementaires qui en dépendent.

(Il peut s'agir par exemple : de sécurités collectives rigides de rives conformes aux dispositions du Code du travail, de garde-corps, de filets de sécurité de rives, d'auvents de protection, de moyens d'accès sécurisés de type sapine ou autres, d'échafaudages de pieds à installer en périphérie des bâtiments concernés, etc..)

Mise en sécurité des fouilles en tranchées et des talus : (sans objet pour cette opération) .

Si le cas se présente, les titulaires des **lots concernés** devront impérativement, sous le contrôle et les directives du MOE, prévoir le talutage et le maintien des parois et talus estimés instables au moyen d'un dispositif approprié, réglementaire et fiable (*exemple : confortements, géotextile, autres...*) et le blindage systématique des fouilles en tranchées, suivant les directives du Code du travail pour assurer une sécurité fiable pour les salariés.

Les titulaires de ces **lots concernés** devront la mise en place de protections collectives contre la chute des personnes et objets et contre tout enfouissement ou enlèvement de personnes, ceci jusqu'à l'installation d'une protection définitive ou jusqu'à disparition totale du risque.

De façon générale, les titulaires des **lots concernés par le travail en fouilles en tranchées** devront au maximum mécaniser leurs interventions .

Les interventions manuelles en fouilles devront impérativement être réduites au strict minimum admissible et ne pourront être envisagées qu'à condition que les mesures prises pour assurer le blindage des fouilles en tranchées soient parfaitement conformes en tous points aux directives du Code du travail.

Si nécessaire, il sera installé par les **lots concernés**, des passerelles de marche pour le franchissement des fouilles ouvertes par les salariés du chantier et/ou des passerelles de circulation présentant toutes garanties de portance et de stabilité pour la circulation des véhicules et des engins de chantier.

La circulation d'engins et de véhicules de chantier ainsi que tous stockages de matériel et de matériaux sont strictement interdits aux abords des fouilles en tranchées et des talus.

Neutralisation et balisage des zones actives de chantier :

Toute Entreprise intervenant au sol ou en élévation devra obligatoirement neutraliser, baliser et contrôler sa zone active de travail.

Le balisage au sol devra interdire tout accès ou approche de personnes à l'intérieur du cône de chute d'objets.

Il sera constitué suivant les cas de figures, la nature du risque et la durée d'intervention au moyen de panneaux grillagés sur plots béton, de barrières métalliques bicolores, de mailles plastiques oranges, de rubalise, etc..).

Ces divers dispositifs de neutralisation et de balisage seront décrits dans les PPSPS des Entreprises concernées.

Protection des baies libres et des rives d'ouvrages :

Le titulaire du lot **principal** installera tous les garde-corps rigides qui s'imposent en retrait des baies libres, en plans et en élévation et/ou des rives des planchers et d'ouvrages en général, de façon à ne pas obliger les Entreprises des corps d'états secondaires à les enlever lors de leurs interventions respectives.



Réservations et trémies :

Pour les réservations, **l'entrepreneur du lot concerné** devra obligatoirement mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (*platelage ou autre*).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps rigides complets (*main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm*).

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher sans risque particulier.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Pour les trémies dans les planchers en dalle béton :

- Les treillis soudés devront être laissés dans chaque trémie pour constituer une protection fiable contre les chutes de personnes. Les lots utilisateurs découperont les treillis à l'avancement en fonction des besoins.

Pour les trémies dans les planchers existants maçonnés ou bois et pour les trémies en terrasses :

- Ces trémies seront obligatoirement protégées au moyens de garde-corps rigides réglementaires et pourvues si la situation l'exige d'un platelage fixé directement sur la structure de l'ouvrage.

Les titulaires du **lot n° 0** et des **autres lots concernés** préciseront obligatoirement dans leurs PPSPS respectifs tout autre moyen de protection envisagé pour sécuriser les trémies et baies libres de toute nature.

Aciers vifs en attentes :

Le titulaire du lot **Gros Oeuvre** devra impérativement replier, croiser ou protéger par des cabochons ou goulottes PVC appropriés tous les aciers verticaux en attentes sur les ouvrages et/ou stockés sur le parc d'aciers pour ne pas constituer un danger vis-à-vis des salariés du chantier.

Une demande de crossage d'aciers devra être faite en entente entre le MOE et le lot G.O auprès du BET structures pour que ces dispositions de sécurité apparaissent clairement sur les plans de ferrailage.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives générales à l'intérieur et aux abords de(s) bâtiment(s)	Les protections collectives générales seront étudiées par le lot principal en recherchant une utilisation optimale pour la sécurité des salariés du chantier.	lot n° 1
Mise en commun de moyens, entretien et maintenance des protections collectives	Les protections collectives et échafaudages seront étudiés en recherchant tant que possible une utilisation commune entre corps d'état concernés.	Tous corps d'état
Maintien protections collectives sur les baies libres extérieures et cages d'escaliers et pose des ouvrages définitifs.	Le MOE devra impérativement faire installer <u>au plus tôt</u> tous les éléments permanents et définitifs de sécurité qui s'imposent : garde-corps, rampes, balustrades, etc..)	Tous corps d'état concernés
Dans le cas où une entreprise doit déplacer exceptionnellement les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente et imposer à ses salariés le port des EPI de hauteur si la situation l'exige.	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tous corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations d'entreprise intervenante	La Maîtrise d'œuvre ou le Coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité qui pourraient s'imposer aux frais de l'entreprise défaillante.	Tous corps d'état concernés

ACCES ET TRAVAIL EN HAUTEUR

Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail situés en élévation doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque de chute de hauteur et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Autorisations de travail en hauteur :

En cas de travaux assimilés aux « **travaux de hauteur avec EPI** » les salariés concernés doivent avoir reçu de leur employeur la formation correspondante, ils doivent obligatoirement être reconnus aptes professionnellement et médicalement et respecter impérativement le port des EPI de hauteur sur les lieux et postes de travail qu'ils occupent. Ils doivent être obligatoirement accompagnés d'une personne également habilitée aux « travaux de hauteur avec EPI » pour leur porter assistance s'il y a lieu.

Echafaudages fixes :

Les échafaudages fixes devront être impérativement conformes aux directives inscrites au Code du travail (*lisses, sous lisses et plinthes, arrimages et fixations, moyens d'accès, etc..*) et doivent être montés par des « salariés habilités monteurs » capables d'assurer le contrôle préalable et obligatoire avant toute mise en service.

Les échafaudages fixes devront obligatoirement disposer d'accès intérieurs sécurisés constitués d'escaliers ou d'échelles de service et de trappes rabattables ; les accès par échelles libres étant proscrits.

L'utilisation d'échafaudages avec platelages réalisés au moyen de bastinges juxtaposés est strictement interdit.

Les échafaudages utilisés devront permettre d'assurer la protection collective du personnel lors des opérations de montage ou de démontage. La pose ou la dépose des garde-corps d'un platelage supérieur doit pouvoir être effectuée à partir du platelage inférieur sans mise en danger des intervenants monteurs.

Si la situation l'exige, ces échafaudages devront être équipés de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux.

Tours d'échafaudages mobiles :

Les tours d'échafaudages mobiles de grand gabarit devront être construites suivant les directives techniques de montage ordonnées par les fournisseurs et prendre en compte l'adéquation surface/hauteur.

Ces tours devront être parfaitement stabilisées au sol en position de travail au moyen des stabilisateurs prévus par le fournisseur et arrimées, si la situation l'exige, sur des éléments fiables de la structure.

L'accès du personnel devra se faire obligatoirement depuis l'intérieur au moyen d'échelles de service munies de trappes de service rabattables aux différents paliers.

Si nécessaire, ces tours d'échafaudages devront être équipées de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux.

Echafaudages mobiles :

Le montage des échafaudages mobiles devra être réalisé suivant les directives techniques de montage ordonnées par les fournisseurs et tenir compte de l'adéquation surface/hauteur.

Ces échafaudages mobiles devront être parfaitement stabilisés au sol en position de travail au moyen des stabilisateurs prévus par le fournisseur et arrimés, si la situation l'exige, sur des éléments fiables de la structure.

L'accès du personnel devra se faire obligatoirement depuis l'intérieur au moyen d'échelles de service munies de trappes de service rabattables aux différents paliers.

Si nécessaire, ces échafaudages devront être équipées de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux.

Nacelle élévatrice de personnel :

L'utilisation d'une nacelle élévatrice de personnel ne peut être confiée qu'à une personne disposant de l'autorisation de conduite délivrée par son employeur et du CACES correspondant venant en complément de cette habilitation. L'appareil doit être à jour des contrôles périodiques réglementaires qui s'imposent.

L'utilisateur doit préalablement s'assurer des conditions d'accès de l'appareil, de la planéité et de portance des supports de circulation et des contraintes intérieures ou extérieures pouvant se présenter sur le lieu de travail.

Le port des EPI de hauteur est obligatoire à l'intérieur des nacelles élévatrices de personnels.

Attention :

En cas d'interventions extérieures, les conducteurs des nacelles devront impérativement respecter les distances minimales d'approche (DMA) et les distances minimales de voisinage (DMV) en présence de lignes et réseaux en service. Ils devront si la situation l'exige, prévoir la mise à la terre des appareils élévateurs et de toutes masses métalliques et demander à leurs employeurs d'obtenir les coupures et consignations préalables qui pourraient s'imposer.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Pour ce type d'intervention il sera exclusivement utilisé des plates-formes individuelles roulantes (PIR)	Tous corps d'état
Travaux en hauteur	Pour ce type d'intervention il sera exclusivement utilisé des échafaudages fixes ou mobiles ou des nacelles élévatrices suivant la nature de l'activité et la configuration des lieux.	Tous corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles elle l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera obligatoirement établie.	Tous corps d'état
Echafaudage pour une utilisation commune pour les travaux intérieurs et des interventions sous protections collectives	Dans ce cas, un échafaudage sera mis en place par le lot défini en entente entre les diverses entreprises concernées et le MOE pour une utilisation commune par ceux-ci. Il fera obligatoirement l'objet au préalable d'une convention d'utilisation établie au préalable sous le contrôle du Maître d'œuvre. L'échafaudage commun sera utilisé pour les travaux devant intervenir dans la même période d'exécution et/ou pour des travaux planifiés par le MOE en enchaînement et sans co-activité possible.	Lots secondaires

Rappel : Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail situés en élévation doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque de chute de hauteur et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Autorisations de travail en hauteur :

En cas de travaux assimilés aux « **travaux de hauteur avec EPI** » les salariés concernés doivent avoir reçu de leur employeur la formation correspondante, ils doivent obligatoirement être reconnus aptes professionnellement et médicalement et respecter impérativement le port des EPI de hauteur sur les lieux et postes de travail qu'ils occupent. Ils doivent être obligatoirement accompagnés d'une personne également habilitée aux « travaux de hauteur avec EPI » pour leur porter assistance s'il y a lieu.

Treuil, consoles et autres moyens de levage rapportés :

Les projets d'installation de **treuil, consoles et autres moyens de levage rapportés**, prenant appui sur la structure d'un ouvrage, sont à communiquer, pour accord préalable, au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.
Tout comme ceux des échafaudages suspendus, ils doivent préciser les modes de fixation, les charges à déplacer et les efforts exercés sur la structure.

Un avis d'un cabinet agréé sera exigé, concernant les reprises de charges sur la structure du bâtiment.
Les postes de réception haute et basse sont dotés d'équipements donnant toute garantie de sécurité pour les opérateurs et pour les tiers.

Si, pour les équipements cités dans le présent chapitre, une **demande d'autorisation** doit être faite auprès de services compétents (Municipalité, D.D.E., Syndic de copropriété, ...), une copie de la demande et de la réponse obtenue devra être adressée au Coordonnateur S.P.S..

Dans tous les cas de figure, l'ensemble des dispositions sécuritaires est à la charge de l'entreprise installatrice.

Postes individuels de travail en hauteur / Accès :

RAPPEL : Une **échelle** est un moyen d'accès vers un niveau supérieur (accès « mains libres »).
Elle est proscrite comme poste de travail.
Il en est de même des **escabeaux**.

En cas d'interventions en surélévation, il convient d'utiliser des **plates-formes de travail stables et protégées**.
Les dispositifs anti-basculement seront renforcés, lors d'interventions devant des baies ouvertes ou rives de planchers ou de plates-formes de travail en hauteur.

RISQUES CLIMATIQUES

En cas de mauvaises conditions climatiques pouvant se présenter sur les lieux et postes de travail, les responsables d'entreprises auront le devoir et la responsabilité d'interrompre sans délais toute exposition des salariés pouvant conduire à une atteinte physique et/ou irréversible du personnel.



INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur du **lot concerné** assurera le branchement électrique général du chantier avec protection 30mA. Depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier et produira le P.V. de contrôle correspondant au Coordonnateur avant toute mise en service des installations.

Depuis ce tableau seront réalisés par le **lot concerné** :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels de chantier (*grue, centrale à béton, bétonnière, etc.*) ;
- l'installation de l'éclairage des circulations et des pistes intérieures de chantier.

L'entrepreneur du **lot Electricité part du personnel habilité** assurera le branchement des coffrets électriques secondaires avec protection 30mA. Dans les divers bâtiments et étages et produira le P.V. de contrôles correspondants au Coordonnateur avant toute mise en service des installations en question.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur de(s) bâtiment(s). L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	lot concerné
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils qu'elle utilise au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; Prises de protection IP 447 incassables ; Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection.	Tous corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Toutes les parties du chantier à usage commun seront éclairées : les cheminements et les circulations extérieurs ; les escaliers et les circulations intérieures.	Lot n° 18 Lot Electricité
	L'éclairage des postes de travail au moyen de phares de chantier reste à la charge de chaque entreprise utilisatrice	Tous corps d'état
Installations particulières en enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit. (<i>exemple : locaux techniques, vides sanitaires, etc..</i>)	Tous corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront obligatoirement faire l'objet d'une vérification de mise en service confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	Lot n° 18 Lot Electricité
Mise à la terre des appareils et engins de chantier et échafaudages et respect des DMA et MDV	Si la situation l'exige, toutes les entreprises concernées devront impérativement prévoir les mises à la terre des appareillages, des matériels et engins de chantier et échafaudages en cas de présence de lignes et réseaux en service. Elles devront scrupuleusement respecter les distances minimales d'approche (DMA) et les distances minimales de voisinage (DMV) en présence de ligne et réseaux en service. Les salariés devront posséder la formation, l'information et les qualifications professionnelles en rapport avec le risque électrique.	Tous corps d'état Concernés



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	La mécanisation du travail est strictement interdite dans l'environnement de ligne set réseaux en service. Rappel : Toute forme de travail sous tension est interdite.	

Nota : Contrôle des installations électriques de chantier

Les installations électriques du chantier devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé et rémunéré par l'Entreprise titulaire du lot concerné.

Un exemplaire du rapport de conformité au Décret n°88-1056 du 14 Novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.

Consignation des réseaux électriques avant travaux.



MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Le phasage des travaux doit être réalisé par le MOE de manière à éviter toutes les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail situés en élévation (échafaudage, nacelles, autres...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tous corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, l'entreprise concernée mettra en place les mesures nécessaires de protection (<i>garde-corps, filets de sécurité, platelages, autres...</i>) et en assurera l'entretien et le démontage de ces sécurités collectives.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux, le ou les lots réalisant des travaux les plus en hauteur mettront en place tous les moyens nécessaires de protection.	Tous corps d'état
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Tous corps d'état
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage resteront à la charge du lot utilisateur.	Lot utilisateur
Travaux polluants, générateurs de bruits, de vapeurs dangereuses ou de poussières	Si le cas se présente, les travaux de cette nature seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées de l'activité principale du chantier. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot(s) concerné(s)

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés sur la Commune de Charenton le Pont, à forte circulation piétonne et routière nécessitant que toutes les mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

- Les travaux seront exécutés suivant les horaires d'ouverture de chantier, entre 8H00 et 17H00 et seront à adapter en fonction des occupants. Les travaux sont autorisés du lundi au vendredi, samedi dimanche après autorisations des organismes officiels de prévention.
- Les travaux bruyants se feront suivant les recommandations du MO en concertation le Coordonnateur SPS :
 - entre 8h00 et 12h00 le matin,
 - entre 13h00 et 17h00
- L'entrepreneur assurera avec son personnel l'ouverture et la fermeture du chantier (en particulier les cantonnements et locaux mis à sa disposition par le maître d'Ouvrage) afin de les placer en parfaite mise en sécurité contre le vol. Il en sera responsable auprès du Maître d'œuvre.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

L'accès principal au chantier se fera par (à définir par le Maître d'Ouvrage).

Le personnel respectera scrupuleusement les cheminements définis par la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réaménagement et d'agrandissement dans l'établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention. Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

(Rappel)

- Le permis de feu est journalier et devra être remis au représentant du Maître d'Ouvrage.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement, ...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes, ...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Des travaux engagés par la Maîtrise d'Ouvrage pourraient avoir lieu en même temps. Une concertation entre les maîtres d'œuvre et tous les intervenants des différents chantiers doit être prise en compte et organisée avant le démarrage des travaux afin de limiter au minimum la coactivité et de mettre en place les protections collectives nécessaires pour chaque chantier.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier :

- Des bennes à déchets et gravats seront installées par le titulaire du **lot n° 1** sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au paragraphe « conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres » du présent PGC.
- **Chaque entreprise** devra nettoyer ses gravats et les évacuer quotidiennement jusqu'aux bennes mises à disposition.
- Les déversements par les ouvertures ainsi que tous les types de stockages « sauvages » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté pendant la durée des travaux par le titulaire du **lot n° 1** et conservées libres de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau, si nécessaire, avant la sortie du chantier.
- Un lave roues sera installé, si la situation l'exige, au portail de chantier, sur demande du Coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs :

L'objectif environnemental pour cette opération doit être : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets et gravats, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits, est prévu avant le début des travaux et réellement mis en œuvre.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle capacité au recyclage et le moins polluant possible est à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (S.O.G.E.D.)** par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets et gravats, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un Responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production des déchets et gravats sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sélectif sur site et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Evaluation prévisionnelle des quantités approximatives de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets et gravats
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains prévus et mis en œuvre pour assurer la gestion et le contrôle des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, l'entreprise du **lot n° 01** devra prévoir une trousse médicale de 1^{er} secours au bureau de chantier et **chaque entreprise** intervenante devra prévoir également une trousse de premiers secours sur le chantier (et ou dans les véhicules d'entreprises si ceux-ci ne sont pas trop éloignés des postes de travail).

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler les POMPIERS à partir du téléphone de secours du chantier : Tél. 18 ou SAMU Tél. 15
Et/ou appeler les secours à partir d'un portable : en composant le 112**

Donner les informations suivantes :

ICI CHANTIER

**Adresse postale : Lycée Notre Dame des Mission au 54 rue du président Kennedy
94220 Charenton le Pont.**

1. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, *envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours*
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, *faites répéter le message*

Les voies de circulation devront toujours être dégagées en permanence pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours sera organisé à partir du téléphone du chantier, l'**affiche** **OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT »** dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone. **Voir également à ce sujet l'Annexe IV du PGC « Organisation des secours »**

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise devra disposer dans ses équipes de travail, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, de **salariés sauveteurs secouristes du travail** formés et recyclés depuis moins d'un an, à raison d'1 SST pour 20 salariés. **Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.**

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial apposé sur la tenue de travail.

INFIRMERIE

Sans objet pour cette opération

Pour mémoire : Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.



DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Les travailleurs isolés sans contrôle visuel et sans assistance possibles sont rigoureusement interdits.

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ; travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ; ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé de la personne concernée.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie ou d'explosion, elles devront obligatoirement définir ces produits et substances dans leurs PPSPS.

le Coordonnateur SPS devra être tenu informé des zones de stockage particulières prévues et être destinataire des fiches produits des ces matériaux, matières et substances concernés.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
 - vestiaires ; réfectoire ;
 - autres locaux particuliers.
- Il sera interdit de fumer dans ces locaux.**

Le matériel fera l'objet des vérifications réglementaires qui s'imposent.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs situés à proximité :

- tous travaux par point chaud : soudage, meulage, disqueuse, etc..
- utilisation de produits inflammables : solvants, peintures, etc..

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18

RAPPEL :

Il relève de la responsabilité de chaque Chef d'entreprise d'informer ses salariés sur les origines de risques incendie et explosion et de former ses salariés en question à l'utilisation des extincteurs.

Les entreprises travaillant par points chauds devront toutes posséder leurs propres extincteurs sur leurs postes de travail respectifs.

En raison de la nature du bâtiment existants nous demandons au Responsable de l'ouvrage d'instaurer, s'ils le jugent utile, une procédure de constitution de « Permis de Feu » applicable à toutes les entreprises devant travailler par « point chaud »

Ces « Permis de feu » seront établis et signés en entente entre les Entreprises extérieures concernées et le Représentant légal de l'ouvrage (M.O. et/ou du Chef d'établissement).

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L. 4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L. 4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; text-align: center;"> <p>DEKRA Conseil HSE 34/36 rue Alphonse Pluchet 92225 Bagneux cedex Monsieur Joaquim LOPES</p> </div> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CRAM et à l'OPPBTP :</p>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS. Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-13
Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.	Maître d'Oeuvre	

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48



SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article L. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.



PRET DE MAIN D'ŒUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Afin notamment d'assurer au Coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le Maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le Coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage

-
-
-
-

ANNEXE 1
LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot n° 00 Prescriptions Communes	T			
Lot n° 01 Désamiantage - Démolition	T			
Lot n° 02 Injections - Fondations spéciales	T			
Lot n° 03 Terrassements Généraux	T			
Lot n° 04A Structure B.A - Gros Oeuvre	T			
Lot n° 04B Maconneries - Compléments Gros oeuvre - Chapes	T			
Lot n° 04C Echafaudages	T			
Lot n° 05 Charpente Bois	T			
Lot n° 06 Couverture Zinc	T			
Lot n° 07 Etancheite	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot n° 08 Menuiseries Extérieures - Occultations - Verrières - Murs Rideaux	T			
Lot n° 09A Cloisons - Doublages	T			
Lot n° 09B Faux plafond	T			
Lot n° 10 Ravalement - Isolation	T			
Lot n° 11 Serrurerie - Métallerie	T			
Lot n° 12 Carrelage - Sols durs - Faïence	T			
Lot n° 13 Sols souples	T			
Lot n° 14A menuiseries Intérieures	T			
Lot n° 14B Parquets	T			
Lot n° 14C Mobiliers Equipements	T			
Lot n° 15 Peinture - Revêtements mureaux	T			
Lot n° 16 Ascenseur	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot n° 17 Espaces Verts	T			
Lot n° 18 Electricité	T			
Lot n° 19 Chauffage	T			
Lot n° 19 CVC - Chauffage	T			
Lot n° 20 Plomberie	T			